

serve Board et des banques de réserve fédérale. Cette détestable institution a semé la pauvreté et la ruine dans la population des Etats-Unis.

Est-ce là la démocratie?

Puis Arthur Kitson, économiste anglais, écrivait dans l'*English National Review* de mars 1925:

Dans la *National Review* de novembre j'ai ésumé sommairement le complot ourdi par des financiers juifs d'origine germano-américaine pour dominer l'univers au moyen du système monétaire dit de l'"étalon-or", et qui menace de réussir avec une rapidité étonnante, grâce au concours de quelques-uns de nos banquiers de Londres.

M. Kitson ajoutait dans un renvoi:

Il convient de noter combien nos financiers allemands anglicisés sont unanimes à désirer le rétablissement de l'étalon-or dans notre pays.

Il citait ensuite les noms de sir Felix Schuster, du baron Schroeder, d'Otto Kawn, du Fruhlin Goschen, de Kleinworth & Co., d'autres encore.

Je pourrais citer maintes autorités que nul membre de cette Chambre ne saurait réfuter, mais je crois en avoir suffisamment dit. D'ailleurs, je ne veux pas trop retarder les délibérations de cette assemblée.

On me permettra de citer un document qui se rapporte aux causes de la guerre et qui n'a jamais été publié par la Société des nations. S'adressant au parlement provincial de l'Alberta en 1934, M. Douglas déclarait ce qui suit:

De même que j'ai prédit aux autorités d'Ottawa en 1923 exactement ce qui arriverait en 1928, je vous affirme en 1934 qu'avant 1940, si le régime financier ne subit aucune modification, c'est lui qui modifiera votre situation et qui vous éliminera peut-être.

Dans le même discours prononcé à la législature d'Alberta, il ajoutait:

A n'en pas douter, la voie économique, bien facile à discerner, qui conduit à la guerre a son point de départ dans le fonctionnement actuel du régime financier, étant donné la nécessité où se voient les nations d'obtenir des débouchés à l'étranger afin d'en tirer la puissance d'achat. Il est à peu près certain que la prochaine guerre aura presque inévitablement pour effet de détruire la civilisation au sens où nous l'entendons. Et il est peu douteux que la prochaine guerre arrive d'ici à deux ou trois ans à peine, à moins qu'on ne s'occupe de la prévenir.

Cette puissance inconnue que je viens de citer brièvement a perdu de vue la faillite de la Société des Nations. Il existe dans tout le monde civilisé un mouvement en faveur de la centralisation. Nous le constatons en Allemagne et nous le constatons aussi dans les pays soi-disant démocratiques. Partout l'on pense à la centralisation du pouvoir, du gouvernement, des affaires. Or la démocratie entraîne sûrement la décentralisation. Un gouvernement démocratique, précisément parce qu'il est un gouvernement conforme à la volonté du peuple, doit reposer sur les bases

les plus larges possible, et conséquemment tout mouvement vers la centralisation n'est pas démocratique, mais tend à la dictature. Je crois qu'on peut dire aujourd'hui qu'il existe deux concepts politico-philosophiques: la démocratie, qui comporte la décentralisation, et le totalitarisme, qui vise à la centralisation et qui revêt naturellement les formes du socialisme, du nazisme, du communisme et du fascisme; tous ces régimes ont la même origine et tendent à une même fin qui est la centralisation du pouvoir qu'on enlève au peuple.

Je le répète, il se fait partout un mouvement pour amener la centralisation. Une manifestation de ce mouvement que l'on constate aujourd'hui au Canada et en Grande-Bretagne est ce qu'on appelle l'union fédérale ou "l'union dès maintenant". D'après ce plan, les nations souveraines démocratiques abandonneraient le pouvoir souverain qu'elles ont sur les forces armées, sur la finance, sur la politique douanière et sur l'administration de la justice. Si cela se produisait, qu'advierait-il de notre Chambre des communes? Son rôle deviendrait inférieur à celui d'un conseil paroissial.

Pour montrer que ceci n'est pas un rêve fantaisiste, que ce n'est pas un produit de mon imagination ou même que ce n'est pas une innovation survenue depuis la guerre, je citerai l'un des pionniers de l'idée de l'union fédérale. Je veux parler du professeur Arnold Toynbee, membre important de l'Institut Royal des Affaires Internationales. Adressant la parole à la quatrième conférence annuelle de l'Institut pour l'Etude Scientifique des Relations Internationales, tenue en juin 1931 à Copenhague, il a dit:

En somme, il nous faut déplacer le prestige et les prérogatives de la souveraineté en les enlevant aux fragments de la société contemporaine pour les remettre à la société contemporaine entière; en les faisant passer des collectivités nationales qui les avaient usurpés depuis cinq siècles avec les conséquences désastreuses que nous savons, à une institution englobant notre société tout entière. Dans le monde d'aujourd'hui, cette institution ne peut guère s'appeler une église universelle. Elle ressemblera plutôt à une société des nations. Je ne ferai aucune prophétie, me contentant de répéter que nous travaillons aujourd'hui discrètement mais de toutes nos forces à soustraire cette force politique mystérieuse qu'on appelle la souveraineté à l'emprise des collectivités nationales du monde, cependant que nos lèvres répudient l'œuvre de nos mains.

Je puis ajouter que l'un des grands principes sur lesquels repose ce mouvement de "l'union dès maintenant" est une monnaie universelle à couverture d'or. J'irai plus loin et je dirai que c'est là le but principal sinon unique de ce mouvement de "l'union dès maintenant". Après avoir entendu des éloquentes paroles que le ministre de la Justice a prononcées l'autre soir au sujet du peuple de la Grande-Bretagne et des sacrifices qu'il